

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

20 NOV. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 régissant le fonctionnement des activités de la société GEPRIM, dans son établissement situé 5, chemin de la Fonderie parc de Genève à GENAS, dont l'exploitation est aujourd'hui assurée par la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE (FEL);

VU la déclaration de changement d'exploitant en date du 27 septembre 2007 ;

VU le rapport du 4 novembre 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux de l'entrepôt exploité par la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE (FEL), réalisée le 22 octobre 2009, a permis à l'inspecteur des installations classées de constater notamment, que les informations relatives aux quantités de produits stockés ne sont pas facilement accessibles, particulièrement en ce qui concerne les matières inflammables et toxiques présentes sur le site ;

.../...

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE (FEL) ne respecte pas l'intégralité des dispositions prévues par le décret ministériel du 5 août 2002 susvisé, notamment son article 3, pour le site qu'elle exploite à GENAS 5, chemin de la Fonderie ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE (FEL) qu'elle respecte l'intégralité des dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE (F.E.L) 5, chemin de la Fonderie - Parc de Genève à GENAS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 susvisé, dans un délai de *deux mois* à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme,
La Secrétaire Générale déléguée
Lucile GIOVANNETTI

Lyon, le 29 NOV. 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
René BIDAL